



Annual Report on
the *Access to
Information Act*
2015–16

Rapport annuel
concernant la *Loi sur
l'accès à l'information*
2015-2016



**Annual Report on the *Access to Information Act*
2015–16**

© Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC)
2016
PWGSC catalogue number CC171-7-PDF
ISSN 1926-2469

Extracts from this document may be reproduced for individual use without permission provided the source is fully acknowledged. However, reproduction in whole or in part for purposes of resale or redistribution requires prior written permission from the Canadian Nuclear Safety Commission.

Document availability

This document can be viewed on the CNSC website at nuclearsafety.gc.ca
To request a copy of the document in English or French, please contact:

Canadian Nuclear Safety Commission
280 Slater Street
P.O. Box 1046, Station B
Ottawa, Ontario K1P 5S9
CANADA

Tel.: 613-995-5894 or 1-800-668-5284
(in Canada only)
Facsimile: 613-995-5086
Email: cnsccsn@canada.ca
Website: nuclearsafety.gc.ca
Facebook:
[facebook.com/CanadianNuclearSafetyCommission](https://www.facebook.com/CanadianNuclearSafetyCommission)
YouTube: [youtube.com/cnsccsn](https://www.youtube.com/cnsccsn)
Twitter: [@CNSC_CCSN](https://twitter.com/CNSC_CCSN)

**Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à
l'information* 2015-2016**

© Commission canadienne de sûreté nucléaire
(CCSN) 2016
Numéro de catalogue de CC171-7-PDF
ISSN 1926-2469

La reproduction d'extraits du présent document à des fins personnelles est autorisée à condition que la source soit indiquée en entier. Toutefois, sa reproduction en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention préalable d'une autorisation écrite de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Disponibilité du document

Les personnes intéressées peuvent consulter le document sur le site Web de la CCSN à suretenucleaire.gc.ca ou l'obtenir, en français ou en anglais, en communiquant avec la :

Commission canadienne de sûreté nucléaire
280, rue Slater
C.P. 1046, succursale B
Ottawa (Ontario) K1P 5S9
CANADA

Téléphone : 613-995-5894 ou 1-800-668-5284
(Canada seulement)
Télécopieur : 613-995-5086
Courriel : cnsccsn@canada.ca
Site Web : suretenucleaire.gc.ca
Facebook :
[facebook.com/Commissioncanadiennedesuretenuclaire](https://www.facebook.com/Commissioncanadiennedesuretenuclaire)
YouTube : [youtube.com/cnsccsn](https://www.youtube.com/cnsccsn)
Twitter: [@CNSC_CCSN](https://twitter.com/CNSC_CCSN)

Annual Report on the *Access to Information Act* 2015–16

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2015-2016

GENERAL

The Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) regulates the use of nuclear energy and materials to protect health, safety, security and the environment; to implement Canada's international commitments on the peaceful use of nuclear energy; and to disseminate objective scientific, technical and regulatory information to the public.

The CNSC's mandate, derived from the *Nuclear Safety and Control Act*, involves four major areas:

- regulation of the development, production and use of nuclear energy in Canada to protect health, safety and the environment
- regulation of the production, possession, use and transport of nuclear substances, and the production, possession and use of prescribed equipment and prescribed information
- implementation of measures respecting international control of the development, production, transport and use of nuclear energy and substances, including measures respecting the non-proliferation of

GÉNÉRALITÉS

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) réglemeute l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la santé, la sûreté et la sécurité, de protéger l'environnement, de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, et d'informer objectivement le public sur les plans scientifique ou technique ou en ce qui concerne la réglementation du domaine de l'énergie nucléaire.

Aux termes de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, le mandat de la CCSN comprend quatre grands domaines :

- réglementer le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada pour préserver la santé, la sûreté et la sécurité et protéger l'environnement
- réglementer la production, la possession, l'utilisation et le transport des substances nucléaires ainsi que la production, la possession et l'utilisation de l'équipement et des renseignements réglementés
- mettre en œuvre les mesures de contrôle international du développement, de la production, du transport et de l'utilisation de l'énergie et des substances

- nuclear weapons and nuclear explosive devices
- dissemination of scientific, technical and regulatory information concerning the CNSC's activities, and the effects on the environment and the health and safety of persons, of the development, production, possession, transport and use of nuclear substances

- nucléaires, y compris les mesures de non-prolifération des armes nucléaires et des dispositifs nucléaires explosifs
- informer le public – sur les plans scientifique, technique ou réglementaire – des activités de la CCSN et des conséquences, pour la santé et la sécurité des personnes et pour l'environnement, du développement, de la production, de la possession, du transport et de l'utilisation des substances nucléaires

The CNSC also administers the *Nuclear Liability Act*, conducts environmental assessments under the *Canadian Environmental Assessment Act, 2012*, and implements Canada's bilateral agreement with the International Atomic Energy Agency on nuclear safeguards verification.

La CCSN est également responsable de l'application de la *Loi sur la responsabilité nucléaire*, de l'exécution des évaluations environnementales en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementales, 2012*, et de la mise en œuvre de l'entente bilatérale du Canada avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'égard de la vérification des garanties nucléaires.

PURPOSE OF THE *ACCESS TO INFORMATION ACT*

The purpose of the *Access to Information Act* (AIA) is to extend the laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution, in accordance with the principles stating that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific, and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

BUT DE LA *LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION*

La *Loi sur l'accès à l'information* a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

TABLING OF THE ANNUAL REPORT

This annual report is prepared and is tabled in Parliament in accordance with section 72 of the AIA.

1. Statistical report

I. Requests received under the *Access to Information Act*

In 2015–16, the CNSC received 157 requests under the AIA (18 more requests than the previous reporting period).

The CNSC also processed 21 informal requests during the reporting period. Seven of these were internal requests for a review before documents were released informally on the external website or by other means. A total of 14 informal requests were for previously released AIA packages identified on the “Proactive disclosure” page of the CNSC website.

For requests closed during the reporting period, the CNSC processed a total of 86,025 pages and disclosed 26,043 pages to requesters. This represents a 59-percent increase in the number of pages processed in fiscal year 2014–15.

Other federal government agencies and departments also consulted the CNSC on 35 occasions, where the records under their control related to CNSC activities. The CNSC processed 1,440 pages for these consultations.

DÉPÔT DU RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport annuel est préparé et est déposé devant le Parlement conformément à l'article 72 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

1. Rapport statistique

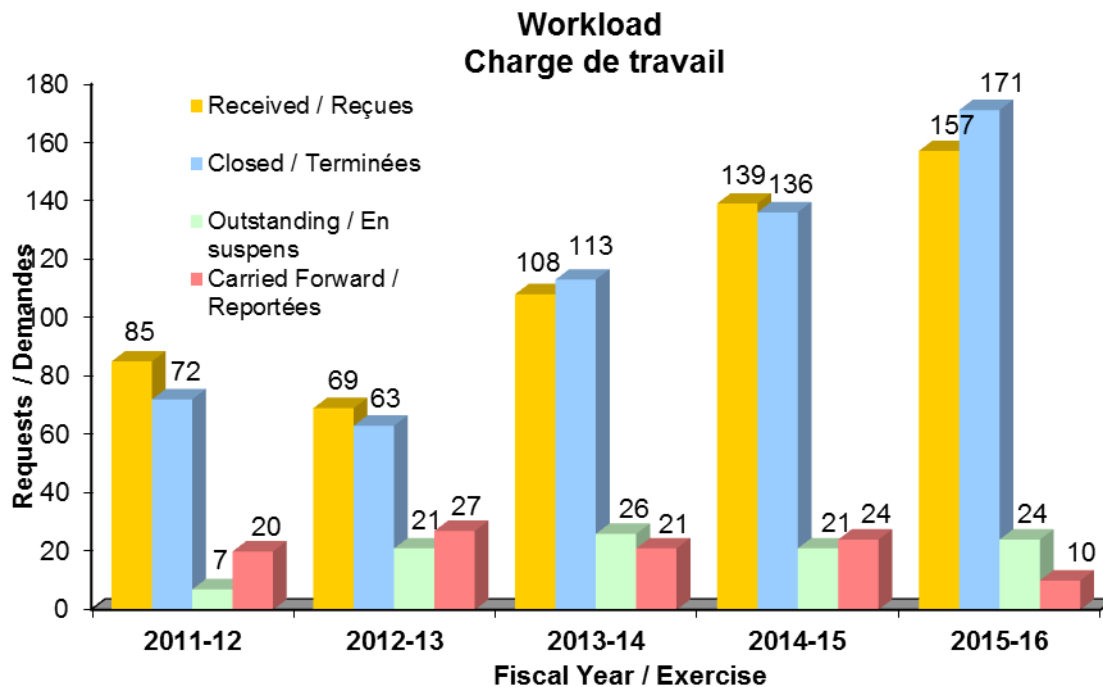
I. Demandes reçues en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

En 2015-2016, la CCSN a reçu 157 demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, ce qui représente une augmentation de 18 demandes par rapport au nombre de demandes reçues pendant la période visée précédente.

La CCSN a également traité 21 demandes informelles au cours de la période visée. Sept d'entre elles avaient été soumises par la CCSN, qui voulait examiner les documents avant de les publier de manière informelle sur le site Web externe ou par d'autres moyens. Au total, 14 demandes informelles concernaient des documents publiés précédemment en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, dans la section sur la divulgation proactive du site Web de la CCSN.

Pour ce qui est des demandes traitées pendant la période visée, la CCSN a traité 86 025 pages au total et a divulgué 26 043 pages aux demandeurs. Cela représente une augmentation de 59 % par rapport au nombre de pages traitées en 2014-2015.

La CCSN a été consultée à 35 reprises par d'autres ministères et organismes fédéraux responsables de dossiers liés aux activités de la CCSN. La CCSN a examiné 1 440 pages dans le cadre de ces consultations.

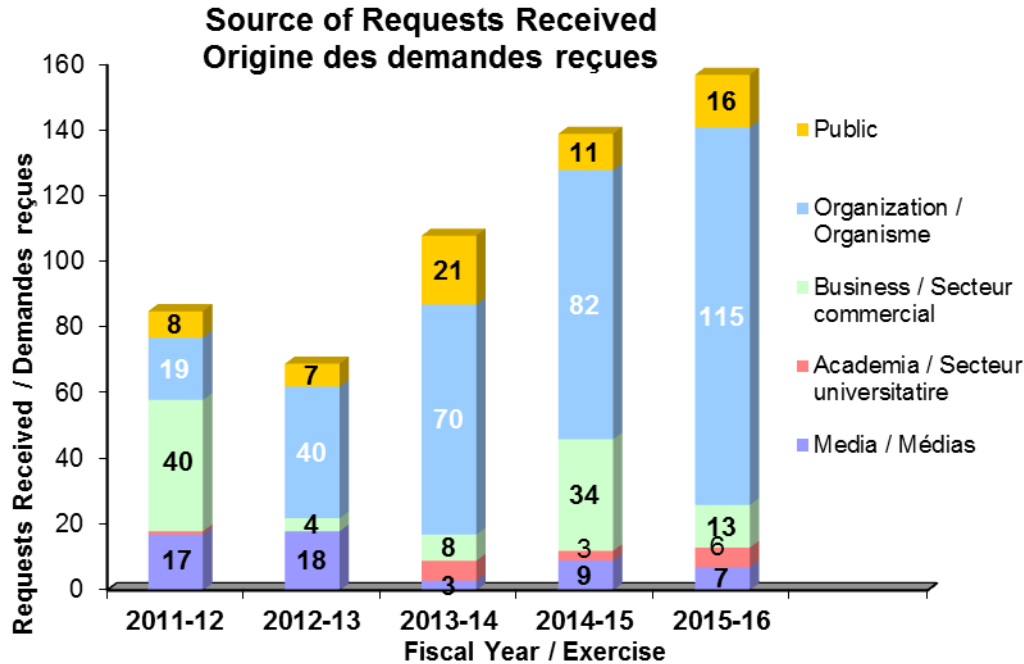


II. Source of requests

The CNSC continues to observe an increase in the number of requests received from organizations. The most frequent types of requesters in 2015–16 were organizations (73 percent), followed by business (10 percent), the public (10 percent), media (4 percent) and academia (3 percent).

II. Origine des demandes

Les organismes continuent à présenter de plus en plus de demandes à la CCSN. En 2015-2016, les demandes provenaient le plus fréquemment d'organismes (73 %), suivis des entreprises (10 %), puis des membres du public (10 %), des médias (4 %), et du milieu universitaire (3 %).

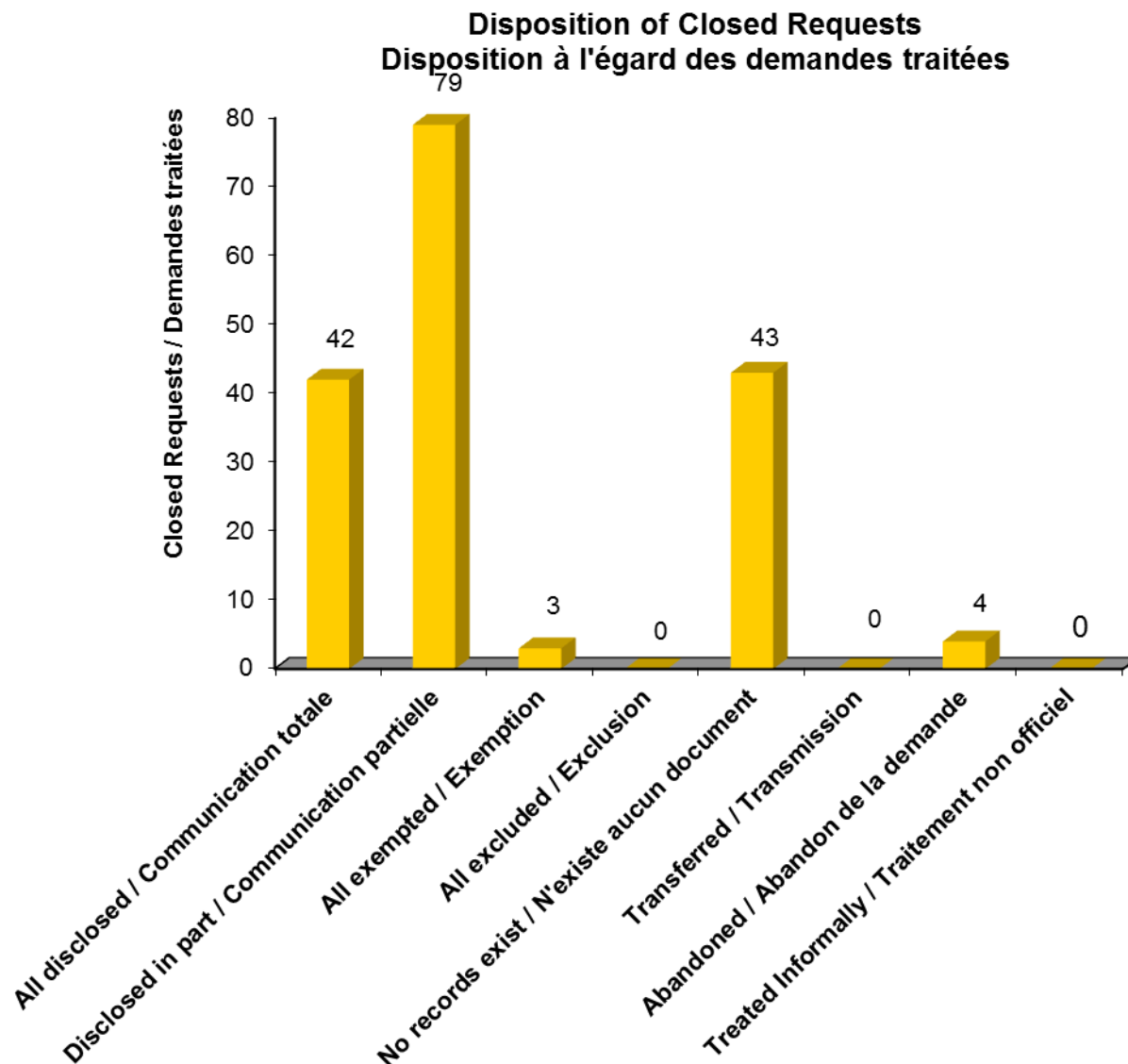


III. Disposition of closed requests

In 2015–16, the CNSC closed 171 requests. This represents a considerable increase over the 160 requests closed in 2014–15. Of the 171 requests closed during the reporting period, records for 42 of these requests were disclosed fully, while records for 79 requests were disclosed in part. Only 3 requests saw relevant records exempt in their entirety. The remaining 47 requests were either abandoned by the applicant, transferred to another government institution, or had no records associated with them.

III. Mesures prises à l'égard des demandes traitées

En 2015-2016, la CCSN a traité 171 demandes. Il s'agit d'une augmentation considérable par rapport aux 160 demandes traitées en 2014-2015. Les documents pour 42 des 171 demandes ont été entièrement divulgués, tandis que les documents pour 79 de ces 171 demandes ont été divulgués en partie. Seules trois demandes ont fait l'objet d'une exemption complète de divulgation. Les 47 autres demandes ont été soit abandonnées par le demandeur, soit transférées à une autre institution gouvernementale, ou bien elles n'étaient reliées à aucun dossier.



IV. Exemptions or exclusions invoked

Most of the exemptions invoked by the CNSC in 2015–16 fell under three AIA sections: section 19(1), which protects personal information; paragraphs 20(1)(a), (b), (c) and (d), which protect confidential information supplied by a third party; and paragraphs 21(1)(a), (b), (c) and (d), which protect advice, recommendations and the deliberation process of public servants.

IV. Exemptions ou exclusions invoquées

La plupart des exemptions invoquées par la CCSN en 2015-2016 visaient trois dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* : le paragraphe 19(1), qui protège les renseignements personnels; les alinéas 20(1)a), b), c) et d), qui protègent les renseignements confidentiels de tiers et les alinéas 21(1)a), b), c) et d), qui protègent les avis, les recommandations et le processus de délibération des fonctionnaires.

V. Completion time

VI. Extensions

Section 9 of the AIA permits an extension of statutory time limits under certain circumstances. In 2015–16, the CNSC invoked extensions on 40 occasions. In 20 of these cases, an extension was required to conduct third-party notifications. In 14 of these cases, an extension was required for consultation with other federal agencies and departments. Because the increasing volume of records processed at the CNSC, a further 6 extensions were invoked (due to searches through large volumes of records, where meeting the original timelines would have interfered with CNSC operations). Most of the extensions were from 31 to 120 days.

VII. Costs

During 2015–16, the CNSC Access to Information and Privacy (ATIP) Office incurred \$232,117 in salary costs, and \$87,827 in goods and services costs to administer the ATI.

See annex A for further statistical information.

2. Practices and procedures

At the CNSC, the Information Management Division (IMD), within the Information Management and Technology Directorate, administers the AIA.

V. Durée de traitement

VI. Prorogation

L'article 9 de la *Loi sur l'accès à l'information* permet de proroger un délai prévu par la Loi dans certaines circonstances. En 2015-2016, la CCSN a demandé une prorogation du délai à 40 occasions. Dans 20 cas, une prorogation était nécessaire pour donner un avis aux tiers. Dans 14 cas, le délai a été prorogé pour permettre de consulter d'autres ministères et organismes fédéraux. En raison de la hausse du volume de documents traités à la CCSN, 6 autres délais ont été prorogés (pour la réalisation de recherches dans d'énormes quantités de documents, recherches pour lesquelles le respect du délai original aurait entravé le fonctionnement de la CCSN). Dans la plupart des cas, le délai a été repoussé de 31 à 120 jours.

VII. Coûts

Au cours de 2015-2016, le Bureau de l'AIPRP de la CCSN a engagé des coûts de 232 117 \$ en salaires et de 87 827 \$ en biens et services pour appliquer la *Loi sur l'accès à l'information*.

Consultez l'annexe A pour obtenir plus de renseignements statistiques.

2. Pratiques et procédures

À la CCSN, l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* est la responsabilité de la Division de la gestion de l'information (DGI), qui relève de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information.

Access to information requests are received by the Records Office and forwarded to the ATIP Office, IMD. ATIP Office staff process requests in consultation with appropriate CNSC directorates and with external parties, where necessary.

The CNSC has one full-time employee, two part-time employees and one consultant dedicated to access-to-information activities.

CNSC employees are provided with training and guidance on a regular basis, which aims to assist them in fulfilling their duties under the AIA. During 2015–16, the CNSC continued to concentrate on providing formal information management, AIA, *Privacy Act*, and information security training to CNSC employees. This training was provided over eight sessions to 54 managers and employees during the noted reporting period, and concentrated on informing managers and employees of their responsibilities under the noted areas. IMD offers an integrated training approach, emphasizing the connections between sound information management and an effective ATIP program. The ATIP Office also provides advice and support as required.

Documentation and training materials on the CNSC ATIP program are available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the acts, Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools. The CNSC did not implement any new policies, guidelines or procedures during the reporting period.

Le Bureau des documents reçoit les demandes relatives à l'accès à l'information et les transmet au Bureau de l'AIPRP de la DGI, qui traite les demandes en collaboration avec les directions appropriées de la CCSN et avec des parties externes au besoin.

La CCSN dispose d'un employé à temps plein, de deux employés à temps partiel et d'un consultant pour traiter les questions relatives à l'accès à l'information.

Les employés de la CCSN reçoivent régulièrement de la formation et des séances d'orientation qui les aident à répondre à leurs obligations aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information*. En 2015-2016, la CCSN a poursuivi ses efforts en vue de fournir aux employés une formation officielle sur la gestion de l'information, la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la sécurité de l'information. Cette formation a été fournie en huit séances à 54 gestionnaires et employés au cours de la période visée, et les a informés sur leurs responsabilités dans le cadre des domaines indiqués. La DGI offre une formation intégrée qui met l'accent sur les liens entre les bonnes pratiques de gestion de l'information et un programme d'AIPRP efficace. Le Bureau de l'AIPRP fournit aussi des conseils et du soutien, au besoin.

On trouve sur le site intranet de la CCSN de la documentation et du matériel de formation sur son programme d'AIPRP. On y trouve également des liens vers d'autres documents, tels que des lois, les politiques et les directives du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi qu'un éventail d'outils de gestion de l'information et d'orientation. La CCSN n'a mis en application aucune nouvelle politique,

directive ou procédure durant la période visée.

As an organization that values openness and transparency, the CNSC strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the AIA. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

En tant qu'organisation qui valorise l'ouverture et la transparence, la CCSN fait de son mieux pour rendre l'information accessible au public sans qu'il ne doive recourir à la *Loi sur l'accès à l'information*. Les exceptions sont limitées et précises, comme l'exige la Loi.

The CNSC frequently makes copies of the following available to members of the public, for their examination:

La CCSN donne fréquemment au public accès à des copies des documents suivants, pour examen :

- current licences and approvals
- revocation or suspension notices
- reports concerning occurrences
- applications for approval of licences
- information on hazards to individuals, the public or the environment
- orders for corrective measures to be taken, as a result of significant occurrences
- notices of intent to establish nuclear facilities
- Commission hearing minutes and supporting documentation
- requests for temporary help
- proactive disclosure of senior management travel and hospitality expenses
- proactive disclosure of contract information
- Auditor General of Canada reports (pertaining to the CNSC)
- internal audits

- les permis actuels et les approbations
- les avis de révocation ou de suspension
- les rapports concernant les événements
- les demandes d'approbation de permis
- des renseignements sur les dangers pour les personnes, le public ou l'environnement
- les ordres visant des mesures correctives à prendre à la suite d'événements importants
- les avis d'intention de construire des installations nucléaires
- les procès-verbaux des audiences de la Commission et la documentation qui s'y rattache
- les demandes d'aide temporaire
- la divulgation proactive des dépenses de voyage et d'accueil de la haute direction
- la divulgation proactive des renseignements sur les contrats
- les rapports du vérificateur général du Canada (relatifs à la CCSN)
- les vérifications internes

The CNSC also posts, via the Open Government portal, summaries of

La CCSN affiche également, par l'intermédiaire du portail du gouvernement

completed access to information requests processed by the ATIP Office.

ouvert, des résumés des demandes d'accès à l'information traitées par le Bureau de l'AIPRP.

3. Delegation of authority

The Governor in Council has designated the CNSC president with the authority to exercise the powers, duties and functions of the AIA. In turn, the CNSC president has designated the vice-president of the Corporate Services Branch, the director general of the Information Management and Technology Directorate, the director of the Information Management Division, and the senior ATIP advisor to exercise his powers, duties and functions with respect to the AIA.

3. Délégation de pouvoirs

Le gouverneur en conseil a délégué au président de la CCSN l'autorité d'exercer les pouvoirs, les responsabilités et les fonctions de la *Loi sur l'accès à l'information*. Le président a ensuite délégué au vice-président de la Direction générale des services de gestion, au directeur général de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information, au directeur de la Division de la gestion de l'information et au conseiller principal de l'AIPRP l'autorité d'exercer ses pouvoirs, ses responsabilités et ses fonctions à l'égard de la *Loi sur l'accès à l'information*.

See annex B for a copy of the instrument of delegation.

L'instrument de délégation se trouve à l'annexe B.

4. Complaints and appeals to the Federal Court

During 2015–16, two new complaints about the exemptions applied to a request were registered with the Office of the Information Commissioner.

4. Plaintes et appels devant la Cour fédérale

En 2015-2016, deux nouvelles plaintes ont été déposées au Commissariat à l'information du Canada au sujet des exemptions obtenues pour une demande.

One complaint investigation, which had been carried over from previous fiscal years, was discontinued during the reporting period.

Une enquête sur une plainte, qui avait été reportée des exercices financiers précédents, a été interrompue durant la période visée.

As always, the CNSC will continue to work closely with the Office of the Information Commissioner to resolve the remaining ongoing complaints in a timely and efficient manner.

Comme toujours, la CCSN continuera à travailler de près avec le Commissariat à l'information afin de résoudre rapidement et efficacement les plaintes en suspens.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2015–16.

Aucun appel n'a été logé à la Cour fédérale du Canada en 2015-2016.

Annex A

Statistical information (English)

Annexe A

Renseignements statistiques (anglais)

Statistical Report on the *Access to Information Act*

Name of institution: Canadian Nuclear Safety Commission

Reporting period: 2015-04-01 to 2016-03-31

Part 1: Requests Under the *Access to Information Act*

1.1 Number of requests

	Number of Requests
Received during reporting period	157
Outstanding from previous reporting period	24
Total	181
Closed during reporting period	171
Carried over to next reporting period	10

1.2 Sources of requests

Source	Number of Requests
Media	7
Academia	6
Business (private sector)	13
Organization	115
Public	16
Decline to Identify	0
Total	157

1.3 Informal requests

Completion Time							Total
1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	Than 365 Days	
19	2	0	0	0	0	0	21

Note: All requests previously recorded as “treated informally” will now be accounted for in this section only.

Part 2: Requests Closed During the Reporting Period

2.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	Than 365 Days	
All disclosed	26	10	4	1	0	1	0	42
Disclosed in part	8	25	16	14	5	5	6	79
All exempted	2	1	0	0	0	0	0	3
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	28	14	1	0	0	0	0	43
Request transferred	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	2	0	0	0	0	0	2	4
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	66	50	21	15	5	6	8	171

2.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
13(1)(a)	5	16(2)	0	18(a)	1	20.1	0
13(1)(b)	3	16(2)(a)	0	18(b)	0	20.2	0
13(1)(c)	5	16(2)(b)	0	18(c)	0	20.4	0
13(1)(d)	1	16(2)(c)	11	18(d)	1	21(1)(a)	36
13(1)(e)	0	16(3)	0	18.1(1)(a)	0	21(1)(b)	41
14	0	16.1(1)(a)	0	18.1(1)(b)	0	21(1)(c)	5
14(a)	1	16.1(1)(b)	0	18.1(1)(c)	0	21(1)(d)	2
14(b)	0	16.1(1)(c)	0	18.1(1)(d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1)(d)	0	19(1)	45	22.1(1)	0
15(1) - I.A.*	7	16.2(1)	2	20(1)(a)	5	23	6
15(1) - Def.*	7	16.3	0	20(1)(b)	35	24(1)	2
15(1) - S.A.*	7	16.4(1)(a)	0	20(1)(b.1)	0	26	2
16(1)(a)(i)	0	16.4(1)(b)	0	20(1)(c)	16		
16(1)(a)(ii)	0	16.5	0	20(1)(d)	1		
16(1)(a)(iii)	0	17	0				
16(1)(b)	0						
16(1)(c)	0						
16(1)(d)	0						

* I.A.: International Affairs Def.: Defence of Canada S.A.: Subversive Activities

2.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
68(a)	1	69(1)	0	69(1)(g) re (a)	0
68(b)	0	69(1)(a)	0	69(1)(g) re (b)	0
68(c)	0	69(1)(b)	0	69(1)(g) re (c)	0
68.1	0	69(1)(c)	0	69(1)(g) re (d)	0
68.2(a)	0	69(1)(d)	0	69(1)(g) re (e)	0
68.2(b)	0	69(1)(e)	0	69(1)(g) re (f)	0
		69(1)(f)	0	69.1(1)	0

2.4 Format of information released

Disposition	Paper	Electronic	Other Formats
All disclosed	37	5	0
Disclosed in part	43	36	0
Total	80	41	0

2.5 Complexity

2.5.1 Relevant pages processed and disclosed

Disposition of Requests	Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
All disclosed	1760	1446	42
Disclosed in part	84234	24597	79
All exempted	31	0	3
All excluded	0	0	0
Request abandoned	0	0	4
Neither confirmed nor denied	0	0	0

2.5.2 Relevant pages processed and disclosed by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
All disclosed	36	591	6	855	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	31	1107	25	5929	4	1832	17	13494	2	2235
All exempted	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	74	1698	31	6784	4	1832	17	13494	2	2235

2.5.3 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Assessment of Fees	Legal Advice Sought	Other	Total
All disclosed	5	1	0	3	9
Disclosed in part	33	1	0	19	53
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor	0	0	0	0	0
Total	38	2	0	22	62

2.6 Deemed refusals

2.6.1 Reasons for not meeting statutory deadline

Number of Requests Closed Past the Statutory Deadline	Principal Reason			
	Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
24	13	1	10	0

2.6.2 Number of days past deadline

Number of Days Past Deadline	Number of Requests Past Deadline Where No Extension Was Taken	Number of Requests Past Deadline Where An Extension Was Taken	Total
1 to 15 days	4	1	5
16 to 30 days	0	1	1
31 to 60 days	2	3	5
61 to 120 days	0	1	1
121 to 180 days	2	0	2
181 to 365 days	1	3	4
More than 365 days	3	3	6
Total	12	12	24

2.7 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Part 3: Extensions

3.1 Reasons for extensions and disposition of requests

Disposition of Requests Where an Extension Was Taken	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
All disclosed	0	0	2	3
Disclosed in part	6	0	11	17
All exempted	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0
No records exist	0	0	1	0
Request abandoned	0	0	0	0
Total	6	0	14	20

3.2 Length of extensions

Length of Extensions	9(1)(a) Interference With Operations	9(1)(b) Consultation		9(1)(c) Third-Party Notice
		Section 69	Other	
30 days or less	1	0	2	3
31 to 60 days	4	0	11	17
61 to 120 days	0	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0	0
181 to 365 days	1	0	1	0
365 days or more	0	0	0	0
Total	6	0	14	20

Part 4: Fees

Fee Type	Fee Collected		Fee Waived or Refunded	
	Number of Requests	Amount	Number of Requests	Amount
Application	156	\$780	3	\$15
Search	2	\$205	3	\$950
Production	0	\$0	0	\$0
Programming	0	\$0	0	\$0
Preparation	0	\$0	0	\$0
Alternative format	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	158	\$985	6	\$965

Part 5: Consultations Received From Other Institutions and Organizations

5.1 Consultations received from other Government of Canada institutions and organizations

Consultations	Other Government of Canada Institutions	Number of Pages to Review	Other Organizations	Number of Pages to Review
Received during reporting period	33	1314	24	1566
Outstanding from the previous reporting period	2	126	0	0
Total	35	1440	24	1566
Closed during the reporting period	34	1435	23	1539
Pending at the end of the reporting period	1	5	1	27

5.2 Recommendations and completion time for consultations received from other Government of Canada institutions

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	23	6	0	0	0	0	0	29
Disclose in part	3	2	0	0	0	0	0	5
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	26	8	0	0	0	0	0	34

5.3 Recommendations and completion time for consultations received from other organizations

Recommendation	Number of Days Required to Complete Consultation Requests							Total
	1 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
Disclose entirely	11	8	2	0	0	0	0	21
Disclose in part	2	0	0	0	0	0	0	2
Exempt entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclude entirely	0	0	0	0	0	0	0	0
Consult other institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Other	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	13	8	2	0	0	0	0	23

Part 6: Completion Time of Consultations on Cabinet Confidences

6.1 Requests with Legal Services

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		101–500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Part 7: Complaints and Investigations

Section 32	Section 35	Section 37	Total
3	0	0	3

Part 8: Court Action

Section 41	Section 42	Section 44	Total
0	0	0	0

Part 9: Resources Related to the Access to Information Act

9.1 Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$232,117
Overtime		\$0
Goods and Services		\$87,827
• Professional services contracts	\$83,160	
• Other	\$4,667	
Total		\$319,944

9.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Access to Information Activities
Full-time employees	2.65
Part-time and casual employees	0.00
Regional staff	0.00
Consultants and agency personnel	0.50
Students	0.00
Total	3.15

Note: Enter values to two decimal places.

Annex B

Statistical information (French)

Annexe B

Renseignements statistiques (français)

Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution Commission canadienne de sûreté nucléaire

Période d'établissement de rapport : 2015-04-01 au 2016-03-31

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

	Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	157
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	24
Total	181
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	171
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport	10

1.2 Source des demandes

Source	Nombre de demandes
Médias	7
Secteur universitaire	6
Secteur commercial (secteur privé)	13
Organisation	115
Public	16
Refus de s'identifier	0
Total	157

1.3 Demandes informelles

Délai de traitement							Total
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
19	2	0	0	0	0	0	21

Remarque : Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

Disposition	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	26	10	4	1	0	1	0	42
Communication partielle	8	25	16	14	5	5	6	79
Exception totale	2	1	0	0	0	0	0	3
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	28	14	1	0	0	0	0	43
Demande transmise	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	2	0	0	0	0	0	2	4
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	66	50	21	15	5	6	8	171

2.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
13(1) a)	5	16(2)	0	18 a)	1	20.1	0
13(1) b)	3	16(2) a)	0	18 b)	0	20.2	0
13(1) c)	5	16(2) b)	0	18 c)	0	20.4	0
13(1) d)	1	16(2) c)	11	18 d)	1	21(1) a)	36
13(1) e)	0	16(3)	0	18.1(1) a)	0	21(1) b)	41
14	0	16.1(1) a)	0	18.1(1) b)	0	21(1) c)	5
14 a)	1	16.1(1) b)	0	18.1(1) c)	0	21(1) d)	2
14 b)	0	16.1(1) c)	0	18.1(1) d)	0	22	0
15(1)	0	16.1(1) d)	0	19(1)	45	22.1(1)	0
15(1) - A.I.*	7	16.2(1)	2	20(1) a)	5	23	6
15(1) - Déf.*	7	16.3	0	20(1) b)	35	24(1)	2
15(1) - A.S.*	7	16.4(1) a)	0	20(1) b.1)	0	26	2
16(1) a)(i)	0	16.4(1) b)	0	20(1) c)	16		
16(1) a)(ii)	0	16.5	0	20(1) d)	1		
16(1) a)(iii)	0	17	0				
16(1) b)	0						
16(1) c)	0						
16(1) d)	0						

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
68 a)	1	69(1)	0	69(1) g) re a)	0
68 b)	0	69(1) a)	0	69(1) g) re b)	0
68 c)	0	69(1) b)	0	69(1) g) re c)	0
68.1	0	69(1) c)	0	69(1) g) re d)	0
68.2 a)	0	69(1) d)	0	69(1) g) re e)	0
68.2 b)	0	69(1) e)	0	69(1) g) re f)	0
		69(1) f)	0	69.1(1)	0

2.4 Support des documents communiqués

Disposition	Papier	Électronique	Autres
Communication totale	37	5	0
Communication partielle	43	36	0
Total	80	41	0

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

Disposition des demandes	Nombre de pages traitées	Nombre de pages communiquées	Nombre de demandes
Communication totale	1760	1446	42
Communication partielle	84235	24597	79
Exception totale	31	0	3
Exclusion totale	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	4
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

Disposition	Moins de 100 pages traitées		101 à 500 pages traitées		501 à 1 000 pages traitées		1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
Communication totale	36	591	6	855	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	31	1107	25	5929	4	1832	17	13494	2	2235
Exception totale	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	74	1698	31	6784	4	1832	17	13494	2	2235

2.5.3 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Estimation des frais	Avis juridique	Autres	Total
Communication totale	5	1	0	3	9
Communication partielle	33	1	0	19	53
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	38	2	0	22	62

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non respect du délai statuaire

Nombre de demandes fermées après le délai statuaire	Motif principal			
	Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
24	13	1	10	0

2.6.2 Nombre de jours de retard

Nombre de jours de retard	Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé	Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé	Total
1 à 15 jours	4	1	5
16 à 30 jours	0	1	1
31 à 60 jours	2	3	5
61 à 120 jours	0	1	1
121 à 180 jours	2	0	2
181 à 365 jours	1	3	4
Plus de 365 jours	3	3	6
Total	12	12	24

2.7 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

PARTIE 3 - Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

Disposition des demandes où le délai a été prorogé	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
Communication totale	0	0	2	3
Communication partielle	6	0	11	17
Exception totale	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	0	1	0
Demande abandonnée	0	0	0	0
Total	6	0	14	20

3.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	9(1)a Entrave au fonctionnement	9(1)b Consultation		9(1)c Avis à un tiers
		Article 69	Autres	
30 jours ou moins	1	0	2	3
31 à 60 jours	4	0	11	17
61 à 120 jours	0	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0	0
181 à 365 jours	1	0	1	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0
Total	6	0	14	20

PARTIE 4 – Frais

Type de frais	Frais perçus		Frais dispensés ou remboursés	
	Nombre de demandes	Montant	Nombre de demandes	Montant
Présentation	156	\$780	3	\$15
Recherche	2	\$205	3	\$950
Production	0	\$0	0	\$0
Programmation	0	\$0	0	\$0
Préparation	0	\$0	0	\$0
Support de substitution	0	\$0	0	\$0
Reproduction	0	\$0	0	\$0
Total	158	\$985	6	\$965

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	33	1314	24	1566
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	2	126	0	0
Total	35	1440	24	1566
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	34	1435	23	1539
Reportées à la prochaine période d'établissement de	1	5	1	27

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	23	6	0	0	0	0	0	29
Communiquer en partie	3	2	0	0	0	0	0	5
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	26	8	0	0	0	0	0	34

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

Recommandation	Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communiquer en entier	11	8	2	0	0	0	0	21
Communiquer en partie	2	0	0	0	0	0	0	2
Exempter en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclure en entier	0	0	0	0	0	0	0	0
Consulter une autre institution	0	0	0	0	0	0	0	0
Autre	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	13	8	2	0	0	0	0	23

PARTIE 6 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

6.1 Demandes auprès des services juridiques

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

Nombre de jours	Moins de 100 pages traitées		De 101 à 500 pages traitées		De 501 à 1 000 pages traitées		De 1 001 à 5 000 pages traitées		Plus de 5 000 pages traitées	
	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
1 à 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 à 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 à 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 à 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 à 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes

Article 32	Article 35	Article 37	Total
3	0	0	3

PARTIE 8 - Recours judiciaire

Article 41	Article 42	Article 44	Total
0	0	0	0

PARTIE 9 - Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

9.1 Coûts

Dépenses		Montant
Salaires		\$232,117
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$87,827
• Contrats de services professionnels	\$83,160	
• Autres	\$4,667	
Total		\$319,944

9.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information
Employés à temps plein	2.65
Employés à temps partiel et occasionnel	0.00
Employés régionaux	0.00
Experts-conseils et personnel d'agence	0.50
Étudiants	0.00
Total	3.15

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.

Annex C

Delegation order

Annexe C

Ordonnance de délégation de pouvoirs

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

The President of the Canadian Nuclear Safety Commission, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and functions of the President as the head of a government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the attached designation.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire les postes mentionnés, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule le document ci-joint.

Schedule/Annexe

Position/Poste	Privacy Act and Regulations/Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements	Access to Information Act and Regulations/Loi sur l'accès à l'information et règlements
Vice-President, Corporate Services Branch/Vice-président, Direction générale des services de gestion	Full authority/Autorité absolue	Full authority/Autorité absolue
Director General, Information Management and Technology Directorate/Directeur général, Direction de la gestion et de la technologie de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Director, Information Management Division/Directeur, Division de la Gestion de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Senior ATIP Advisor/Conseiller principal de l'AIPRP	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue

Le président
Commission canadienne de sûreté nucléaire



Michael Binder
President
Canadian Nuclear Safety Commission

SEP 13 2012